

<http://www.ujfp.org/spip.php?article4720>



# Action citoyenne de boycott : on ne nous fera pas taire !

- L'UJFP en action - Appels et manifestations -



Date de mise en ligne : mardi 16 février 2016

---

Copyright © UJFP - Tous droits réservés

---

**Rassemblement le mardi 16 février à 17h Place du Châtelet à Paris.**

**C'est avec consternation que le Collectif National pour une paix juste et durable entre Palestiniens et Israéliens, ainsi que les organisations soussignées, ont pris connaissance des divers voeux déposés dans plusieurs arrondissements de Paris pour condamner l'expression citoyenne consistant à boycotter les produits israéliens tant que ce pays ne respectera pas le droit international.**

Ces demandes visent à délégitimer cette forme d'action citoyenne qui, nulle part ailleurs dans le monde et jamais dans l'histoire, n'a fait l'objet de poursuites judiciaires. En s'en prenant ainsi à ceux qui défendent le droit face à ceux qui violent chaque jour les conventions de Genève, les résolutions des Nations Unies, elles cautionnent la politique d'un État qui se met délibérément hors la loi en bafouant le droit international. Elles éludent soigneusement la question essentielle : en l'absence de mesures contraignantes de la part des États, que peuvent faire les citoyens pour s'opposer à l'expansion de la colonisation qui mine la possibilité même d'un État palestinien, aggrave le chaos régional et menace la paix ?

Nos organisations n'ont pas toutes une position similaire sur le boycott mais toutes défendent le droit des citoyens à appeler au boycott et à le pratiquer quelle qu'en soit l'étendue, toutes demandent l'abrogation des circulaires Alliot-Marie / Mercier et toutes soutiennent les nombreuses actions menées dans le pays pour la liberté d'expression.

Le Collectif National ainsi que les organisations signataires sont vivement préoccupés par ces tentatives d'atteinte à la liberté d'expression. Ils dénoncent avec force les amalgames qui accompagnent ces voeux, les uns assimilant la défense des droits de l'Homme à « un climat nauséabond » visant à « saper les efforts du camp de la paix », les autres l'assimilant à « un mouvement illégal » « contraire à la promotion de la paix entre Israéliens et Palestiniens ».

Les élus respectueux du droit international, épris de justice et de paix sont appelés à rejeter fermement ces voeux qui, au nom de la défense d'Israël et de sa place dans le monde, en réalité au nom d'un soutien inconditionnel à la politique de l'État d'Israël, avalisent l'occupation et la colonisation de la Palestine. C'est cette politique qui « sape les efforts du camp de la paix » et qui « est illégale et contraire à la promotion de la paix entre Israéliens et palestiniens ».

Le collectif national ainsi que les organisations signataires appellent à un rassemblement place du Châtelet à Paris au moment des débats sur ces voeux (mardi 16 février à 17h) pour défendre la liberté d'expression et rétablir la vérité sur l'action citoyenne BDS et la prétendue illégalité du boycott.

**Signataires membres du Collectif pour une Paix Juste et Durable entre Israéliens et Palestiniens :**

Agir Contre le Colonialisme Aujourd'hui (ACCA) - AFD International - AILES Femmes du Maroc - Alternative Libertaire (AL) - Américains contre la guerre (AAW) - Association des Travailleurs Maghrébins de France (ATMF) - Association des Tunisiens en France (ATF) - Association France Palestine Solidarité (AFPS) - Association Nationale des Elus Communistes et Républicains (ANECR) - Association pour la Taxation des Transactions financières et pour l'Action Citoyenne (ATTAC) - Association pour les Jumelages entre les camps de réfugiés Palestiniens et les villes Françaises (AJPF) - Association Républicaine des Anciens Combattants (ARAC) - Association Universitaire pour le Respect du Droit International en Palestine (AURDIP) - Campagne Civile Internationale pour la Protection du Peuple

## Action citoyenne de boycott : on ne nous fera pas taire !

---

Palestinien (CCIPPP) - Cedetim / IPAM - Collectif des Musulmans de France (CMF) - Collectif Faty Koumba : Association des Libertés, Droits de l'Homme et non-violence - Collectif interuniversitaire pour la coopération avec les Universités Palestiniennes (CICUP) - Collectif Paix Palestine Israël (CPPI Saint-Denis) - Comité de Vigilance pour une Paix Réelle au Proche-Orient (CVPR PO) - Comité Justice et Paix en Palestine et au Proche-Orient du 5e arrt (CJPP5) - Droit-Solidarité - Ensemble - Europe Ecologie les Verts (EELV) - Fédération des Tunisiens pour une Citoyenneté des deux Rives (FTCR) - Fédération Syndicale Unitaire (FSU) - Forum Palestine Citoyenneté - La Courneuve-Palestine - le Mouvement de la Paix - les Femmes en noir - Ligue des Droits de l'Homme (LDH) - Ligue Internationale des Femmes pour la Paix et la Liberté, section française de la Women's International League for Peace and Freedom (WILPF) (LIFPL) - Mouvement contre le Racisme et pour l'Amitié entre les Peuples (MRAP) - Mouvement Jeunes Communistes de France (MJCF) - Organisation de Femmes Egalité - Parti Communiste des Ouvriers de France (PCOF) - Parti Communiste Français (PCF) - Parti de Gauche (PG) - Parti de l'émancipation du peuple - Socialistes pour la Paix - Sortir du colonialisme - Une Autre Voix Juive (UAVJ) - Union des Juifs pour la Résistance et l'Entraide (UJRE) - Union des Travailleurs Immigrés Tunisiens (UTIT) - Union Nationale des Etudiants de France (UNEF) - Union syndicale Solidaires

### Autres signatures :

Plateforme des ONG françaises pour la Palestine, BDS France

[Voir la page Facebook de l'événement.](#)

En PJ, la lettre adressée par les maires de Bethléem, Jericho et Ramallah à Anne Hidalgo, maire de Paris.

---

## L'appel de la Campagne BDS France :

**SANCTIONS: NOTRE REPONSE A L'APARTHEID, LA COLONISATION ET L'OCCUPATION ISRAËLIENNE BOYCOTT-DESINVESTISSEMENT**

**Nous appelons tous les élus antiracistes du Conseil de Paris, qu'ils soient acteurs ou sympathisants du mouvement BDS, ou qu'ils soient simplement pour la liberté d'expression de ce mouvement, à voter contre le vœu condamnant BDS.**

# #DroitAuBoycott

Lors de la prochaine séance du Conseil de Paris, les 15, 16 et 17 février, un vœu sera présenté par l'exécutif municipal pour condamner la Campagne BDS.

## Action citoyenne de boycott : on ne nous fera pas taire !

---

Cette campagne, rappelons-le, est une campagne internationale de Boycott, Désinvestissement et Sanctions contre Israël jusqu'à ce que cet Etat se conforme au droit international. Elle s'inspire du boycott qui avait contribué à mettre fin au régime d'apartheid en Afrique du Sud.

Elle vise l'impunité d'Israël, condamnée par de nombreuses résolutions internationales restées sans suite, et dénonce la politique coloniale et d'apartheid, les persécutions et la répression constantes que subit le peuple palestinien.

Le voeu prétend que la recherche d'une paix juste entre Israéliens et Palestiniens suppose de bonnes relations et un dialogue constant avec les autorités israéliennes à tous niveaux.

**Force est de constater que cette politique de normalisation avec un régime raciste et colonial, conduite depuis près de 20 ans par les gouvernements français et l'UE, a échoué : ni négociations ni trêve de la colonisation ni fin de l'occupation : résultat = Zéro. Il est clair au contraire qu'Israël s'appuie sur cette politique de normalisation pour poursuivre son objectif qui est de faire disparaître la Palestine et d'écraser toute révolte du peuple palestinien.**

Nous appelons tous les élus antiracistes du Conseil de Paris, qu'ils soient acteurs ou sympathisants du mouvement BDS, ou qu'ils soient simplement pour la liberté d'expression de ce mouvement, à voter contre le voeu condamnant BDS. La Campagne BDS n'est criminalisée qu'en France et en Israël. Nous rappelons que cette Campagne est un mouvement antiraciste et non violent, et nous appelons les élus antiracistes à refuser l'ignoble chantage à l'antisémitisme utilisé pour la discréditer. Comme eux et avec eux nous continuerons à lutter contre le racisme sous toutes ses formes et partout où il se trouve.

Il est certain que face aux succès grandissants de BDS (dont le retrait total de Véolia d'Israël et la rupture de l'accord entre Orange et la société de téléphonie israélienne Partner Communications) les soutiens d'Israël s'inquiètent et ne reculeront devant rien pour entraver ce mouvement guidé par les valeurs universelles de liberté, justice et égalité. Des millions ont été attribués par le gouvernement israélien pour attaquer le mouvement BDS dans le monde.

Récemment deux pétitions lancées en France pour la libre expression et la continuation de BDS ont recueilli à ce jour plus de 23 000 signatures dont celles de nombreuses personnalités et près de 14 000 sur la pétition de BDS France : « Nous appelons au boycott des produits israéliens ! », <http://boycottproduitsisraeliens.wesign.it/fr>

**La Campagne BDS France, confiante dans son enracinement citoyen, antiraciste et non-violent et dans son attachement au droit international, continuera à se développer en France malgré les instrumentalisation politiques et juridiques dont elle fait l'objet !**

La Campagne BDS France  
[www.bdsfrance.org](http://www.bdsfrance.org)  
campagnebdsfrance@yahoo.fr

[L'appel sur le site de la Campagne BDS France](#)